



Effets à Long Terme de l'Enseignement Primaire Gratuit sur les Résultats Scolaires : L'expérience du Lesotho

Ramaele Moshoeshe

Octobre 2023 / No.796

Résumé

De nombreux pays d'Afrique subsaharienne ont mis en place des politiques d'enseignement primaire gratuit ("FPE"), qui augmentent considérablement les taux d'inscription à l'école primaire dans les pays en développement. Cependant, la fréquentation de l'école est différente de l'apprentissage. Les principales questions qui attendent encore des réponses sont de savoir si les nombreux enfants scolarisés apprennent et si les effets de l'enseignement primaire gratuit sur l'apprentissage sont durables. Ce document tente d'estimer les effets à long terme du programme FPE sur les résultats scolaires au Lesotho. Le programme a

été mis en œuvre classe par classe, en commençant par l'abolition des frais de scolarité en première année en 2000. Le calendrier de mise en œuvre a entraîné des changements dans la couverture du programme à travers les groupes d'âge (et de niveau) au fil du temps. Nous utilisons une stratégie semi-paramétrique de différence dans les différences qui exploite ces variations pour identifier les effets à long terme de la politique FPE sur les résultats scolaires, en utilisant les données des examens universitaires pour les cohortes d'étudiants qui ont bénéficié du programme FPE et celles qui n'ont pas bénéficié du programme FPE. Les résultats indiquent que l'effet de la FPE sur les résultats scolaires se situe entre 2 points de pourcentage (statistiquement insignifiant) et 20 points de pourcentage (statistiquement significatif à un niveau de 1 %).

Introduction

Le cadre d'action de Dakar, adopté par le Forum mondial sur l'éducation en 2000, appelait à une éducation complète, gratuite et obligatoire de qualité, afin de pallier les inégalités mondiales en matière d'éducation (UNESCO, 2000). Depuis lors, plusieurs pays d'Afrique subsaharienne ont mis en place des programmes d'enseignement primaire gratuit ("FPE") en supprimant tous les frais de scolarité dans les écoles primaires. Plusieurs études ont tenté de quantifier les effets à court terme des programmes d'enseignement primaire gratuit en Afrique subsaharienne sur la scolarisation, l'abandon scolaire et la progression dans les classes (voir Deininger 2003 ; Al-Samarrai et Zaman 2007 ; Nishimura et al. 2008 ; Grogan 2009 ; Lucas et Mbiti 2012 ; Hoogeveen et Rossi 2013 ; Moshoeshoe et al. 2019). Ces études montrent que la FPE a augmenté le taux de scolarisation, réduit le taux d'abandon scolaire et réduit le taux de passage d'une classe à l'autre. Par conséquent, en grande partie grâce aux programmes FPE, le taux de scolarisation primaire dans les pays en développement a atteint 91 % (PNUD, 2016), et 94 % et 74 % des enfants dans le monde achèvent respectivement l'enseignement primaire et le premier cycle de l'enseignement secondaire (Banque mondiale, 2016, 2018).

Cependant, la fréquentation scolaire est différente de l'apprentissage. Le principal problème est que des millions d'enfants terminent l'école primaire sans avoir acquis des compétences fonctionnelles en lecture, écriture et calcul, ce qui est plus prononcé en Afrique subsaharienne (Banque mondiale, 2018). Compte tenu des énormes progrès réalisés en matière d'accès à l'école et de la crise de l'apprentissage qui en découle, parvenir à une qualité d'éducation inclusive et équitable d'ici à 2030 est le quatrième objectif de développement durable le plus important dans le cadre de l'Agenda 2030.

Les principales questions qui préoccupent encore les chercheurs et les décideurs politiques sont de savoir si la crise actuelle de l'apprentissage est due aux programmes de suppression des frais de scolarité et si ces effets sont durables. Quelques études tentent d'estimer les effets à court terme de ces programmes FPE et de politiques

similaires de suppression des frais de scolarité en Afrique sur la qualité de l'éducation (c.-à-d. les résultats des tests), et les résultats sont mitigés. Lucas et Mbiti (2012), par exemple, appliquent une stratégie de différence dans les différences, exploitant la variation des taux d'abandon de l'école primaire avant le programme dans les districts du Kenya pour estimer l'effet de la FPE sur le taux d'achèvement de l'école primaire et les résultats des tests. Ils constatent des effets négatifs marginaux de la FPE sur les résultats aux tests, mais des effets importants et positifs sur le taux d'achèvement de l'école primaire. Blimpo et al. (2016), quant à eux, constatent les effets positifs du programme gambien de bourses d'études pour les filles (un programme d'élimination des frais de scolarité dans l'enseignement secondaire pour les filles) sur l'accès et l'apprentissage des élèves, en utilisant une stratégie de différences dans les différences. Malheureusement, si cette question reste ouverte, la disponibilité des données reste un obstacle pour y répondre, et le présent document ne tente pas de l'aborder pour les mêmes raisons.

Toutes choses étant égales par ailleurs, les effets négatifs (ou positifs) de la FPE sur l'apprentissage peuvent encore se manifester plus tard dans la vie scolaire de l'enfant. Selon Cunha et al. (2006), les résultats des tests de réussite sont déterminés par des compétences ou des aptitudes (cognitives et non cognitives) qui sont malléables sous l'influence de l'environnement (famille et école). En outre, ces compétences sont autoproduites et complémentaires. En d'autres termes, les compétences acquises à l'école primaire peuvent augmenter les compétences acquises aux niveaux secondaire et universitaire, et les compétences acquises à l'école primaire peuvent augmenter la productivité des investissements dans l'éducation aux niveaux secondaire et universitaire. Il est donc raisonnable de supposer que la FPE, par son influence sur les intrants et les environnements scolaires, aura des effets durables sur la qualité de l'éducation. Le présent document tente de vérifier cette hypothèse.

En dehors du fait que ce document est l'une des premières études à tenter d'estimer les effets à long terme des politiques d'enseignement primaire gratuit en Afrique subsaharienne, il contribue à plusieurs domaines de la littérature. Tout d'abord, il contribue à la littérature qui étudie les impacts à long terme des intrants de la scolarisation sur les résultats scolaires. Par exemple, Fredriksson et al. (2013) étudient les effets à long terme de la taille des classes sur le développement du capital humain. Ils constatent que des classes de taille réduite améliorent les capacités cognitives et non cognitives à l'âge de 13 ans et améliorent les résultats des tests de réussite à l'âge de 16 ans. Deuxièmement, cette étude vient s'ajouter à la littérature qui étudie les effets à court terme de la suppression des frais de scolarité sur les résultats scolaires dans les pays en développement (Grogan, 2009 ; Lucas et Mbiti, 2012 ; Hoogeveen et Rossi, 2013 ; Chyi et Zhou, 2014 ; Moshoeshe et al., 2019). Enfin, elle s'ajoute à la littérature, peu abondante mais croissante, qui étudie les effets à long terme des programmes de subventions à la scolarité (y compris la suppression des frais de scolarité) sur le développement du capital humain. Par exemple, Xiao et al.

(2017) estiment les effets à long terme d'une réforme de l'enseignement obligatoire et gratuit dans la Chine rurale sur le niveau d'éducation, les compétences cognitives et la santé. Ils constatent que la réforme a eu des effets positifs durables sur le niveau d'éducation et les résultats cognitifs. Voir également Baez et Camacho (2011) et Behrman et al. (2011) pour des preuves des effets à long terme des transferts monétaires conditionnels sur le capital humain.

Ce document tente de répondre aux questions suivantes : 1) La FPE a-t-elle des effets durables sur les résultats scolaires des enfants ? En outre, 2) Ces effets (s'ils existent) différent-ils selon le sexe de l'élève ? À ma connaissance, aucune étude n'a tenté de quantifier les effets à long terme des programmes FPE sur la qualité de l'éducation en Afrique subsaharienne. Cet article vise donc à combler cette lacune. Plus précisément, il estime l'effet causal à long terme de la FPE sur les résultats scolaires en utilisant la première cohorte d'étudiants traités par la FPE et observés plus tard au niveau universitaire.

Répondre à ces questions n'est pas une question de curiosité académique, mais de grande pertinence politique. Afin de constituer une main-d'œuvre productive, talentueuse et diversifiée, il est impératif de connaître à temps les effets des politiques mises en œuvre, de manière à pouvoir les intensifier (si les effets sont positifs) et/ou les modifier (si les effets sont négatifs). En raison des stéréotypes liés au genre dans de nombreuses cultures, l'éducation des filles est généralement jugée de moindre valeur. Par conséquent, les filles reçoivent moins d'éducation, du moins en termes de taux de scolarisation. Toutefois, la question de savoir si, en fonction de l'assiduité, les garçons et les filles reçoivent la même qualité d'éducation reste sans réponse.

Pour répondre à ces questions de recherche, nous avons choisi le Lesotho comme étude de cas, principalement pour les deux raisons suivantes. Premièrement, contrairement à de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, le programme FPE au Lesotho a été mis en place progressivement, classe par classe, en commençant par la première classe en 2000, jusqu'à ce qu'il couvre l'ensemble du système d'enseignement primaire en 2006. Cette stratégie de mise en œuvre permet de suivre deux cohortes d'enfants (les cohortes traitées par la FPE et les cohortes non traitées par la FPE) de l'école primaire jusqu'à l'université et, par conséquent, de tenir compte des tendances sous-jacentes dans les résultats des tests de réussite des cohortes par le biais d'une stratégie d'estimation des différences dans les différences. Deuxièmement, le Lesotho ne compte qu'une seule grande (et première) université, l'Université nationale (NUL), et deux universités plus petites, qui n'ont ouvert leurs portes qu'en 2007 et 2016, respectivement. Par conséquent, il est possible d'obtenir des données pour une proportion importante des cohortes traitées et non traitées par la FPE qui ont passé des tests d'évaluation standardisés similaires.

Les résultats indiquent que le programme FPE a des effets positifs durables sur la qualité de l'éducation : il a augmenté les performances académiques des étudiants universitaires d'environ 20 points de pourcentage. Alors que ces effets varient en fonction du programme d'études (ou de la faculté) de l'étudiant, il n'y a pas d'hétérogénéité notable de l'effet FPE en fonction du sexe de l'étudiant. Cela signifie que, sous réserve de fréquentation de l'université, les garçons et les filles reçoivent la même qualité d'enseignement. L'analyse des contrôles de robustesse indique que cette augmentation de la qualité de l'enseignement ne peut être attribuée à une tendance temporelle positive. Ces effets sont plus marqués lorsque l'échantillon est réduit aux 18-22 ans, la tranche d'âge correspondant au premier cycle universitaire.

Contexte institutionnel et politique

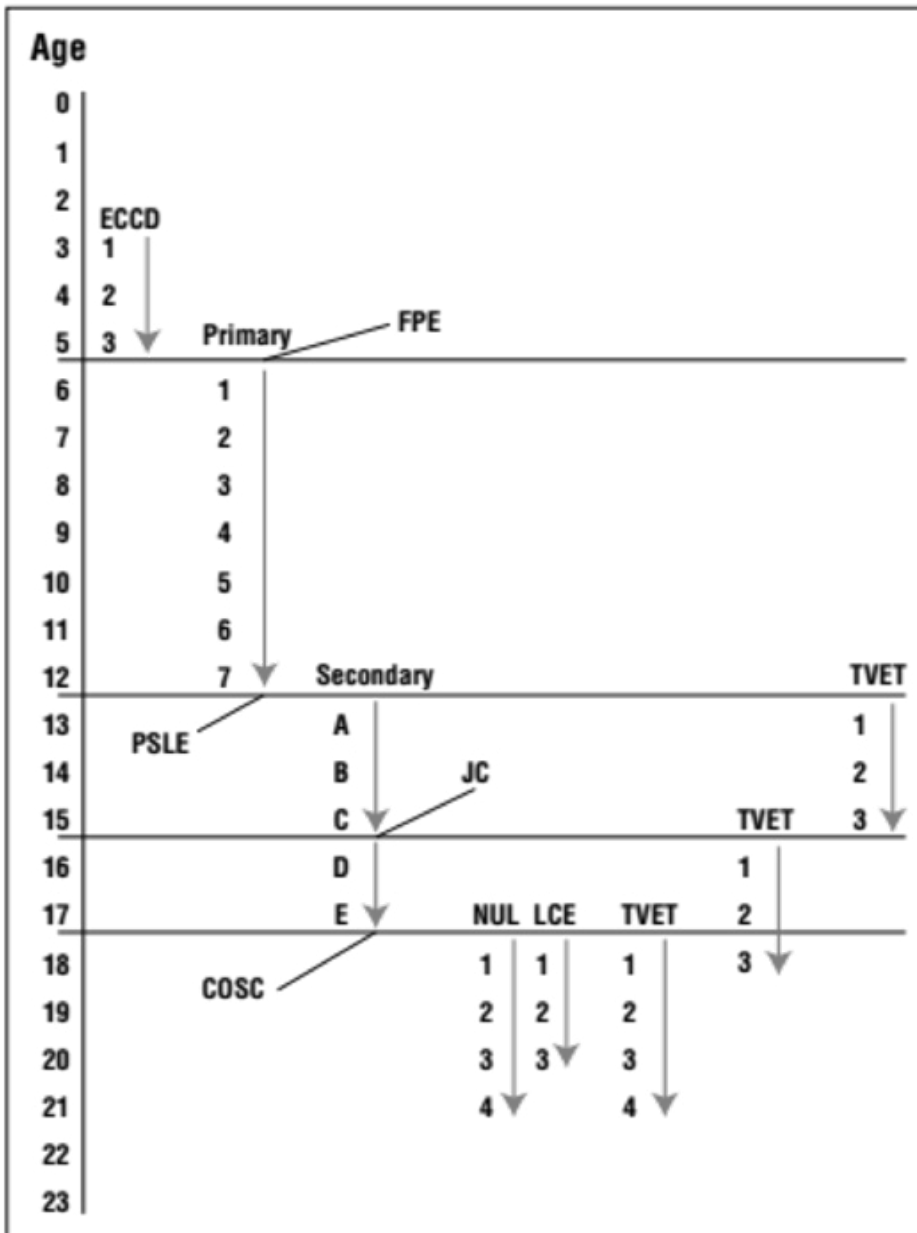
L'enseignement au Lesotho suit un système 7-3-2-4, avec sept années d'enseignement primaire, trois années d'enseignement secondaire de premier cycle, deux années d'enseignement secondaire de deuxième cycle et quatre années d'enseignement universitaire (voir figure 1). L'âge officiel d'entrée dans l'enseignement primaire est de six ans, de sorte qu'à l'âge de douze ans, les enfants devraient être en septième année. Cela signifie que l'âge officiel de l'école primaire est de 6 à 12 ans et celui de l'enseignement secondaire de 13 à 17 ans.

À la fin de l'école primaire, les élèves passent l'examen national de sortie, le Primary School Leaving Exam (PSLE), pour entrer dans l'école secondaire inférieure (junior). Après trois ans d'enseignement secondaire inférieur, les élèves passent l'examen du Junior Certificate (JC) pour passer au secondaire supérieur. Enfin, à la fin de l'école secondaire supérieure, ils passent l'examen du Cambridge Overseas School Certificate (COSC). Les élèves peuvent également s'inscrire dans différents établissements d'enseignement et de formation techniques et professionnels (TVET) après avoir réussi les examens PSLE, JC et/ou COSC. Toutefois, étant donné que l'enseignement secondaire n'est pas gratuit au Lesotho, l'inscription à l'EFTP est principalement régie par les résultats scolaires de l'enfant (faibles résultats) et/ou la richesse du ménage.

Contrairement à de nombreux autres pays, la plupart des écoles primaires du Lesotho (environ 85 pour cent) sont détenues et contrôlées par différentes églises (voir Moshoeshoe et al., 2019), et ces églises sont représentées au sein du conseil consultatif national de l'éducation par les secrétaires à l'éducation qu'elles ont nommés (Ambrose, 2007). Les écoles privées non religieuses représentent environ 1 % des écoles et ne sont pas couvertes par la politique FPE. La situation est très similaire, même au niveau des écoles secondaires, car la plupart des écoles primaires appartenant à l'Église ont leurs écoles secondaires à proximité. Toutefois, la part des

écoles secondaires privées non religieuses est légèrement plus élevée qu'au niveau primaire. En 2014, environ 1,4 % des écoles secondaires privées non confessionnelles (Bureau des statistiques, 2015) étaient concentrées dans quatre districts, à savoir Berea, Botha-Bothe, Leribe et Maseru.

Figure 1 : Système éducatif au Lesotho



Source : (Liang et al., 2005, p.25). Note : ECCD signifie Soins et développement de la petite enfance : LCE signifie École supérieure d'éducation du Lesotho et TVET signifie Enseignement et formation techniques et professionnels.

Nonobstant cette structure de copropriété, à l'exception des écoles privées non confessionnelles, toutes les écoles suivent le même programme national fourni par le ministère de l'éducation et de la formation (MOET). En outre, le gouvernement a l'autorité générale en matière de politiques éducatives, de gestion et de réglementation de l'éducation, de formation des enseignants, d'affectation des enseignants et de déploiement au sein des écoles publiques et confessionnelles. Néanmoins, certaines écoles confessionnelles recrutent parfois des enseignants contractuels à leurs frais. Néanmoins, les écoles appartenant à l'église et au gouvernement sont des écoles publiques puisqu'elles ne présentent pas de différences importantes.

En ce qui concerne la progression des élèves dans le système, la politique gouvernementale de jure depuis 1967 est celle de la transition automatique de classe au niveau de l'école primaire. Cependant, la politique de facto est que les écoles continuent à pratiquer la rétention des notes (Ambrose, 2007), et il y a eu une pression accrue pour la transition automatique des notes au niveau de l'école primaire depuis 2010. Mais ce dernier appel politique est sans effet sur les cohortes étudiées dans le présent document (c'est-à-dire celles qui ont fréquenté l'école primaire entre 2000 et 2006). Par conséquent, associée à une scolarisation tardive, la rétention de notes implique que dans une année (ou une classe) donnée, on trouve des élèves de cohortes différentes Moshoeshoe et al. (2019). En outre, il existe une politique de rétention des notes au niveau de l'école secondaire. Par conséquent, ceux qui finissent par entrer à l'université sont un groupe sélectionné d'enfants motivés, à haut niveau d'aptitude et issus de ménages à haut revenu, car ils ont été en mesure de réussir les examens JC et COSC et de payer les frais de scolarité pendant au moins cinq ans. Entre 2005 et 2014, le taux d'échec à l'examen PSLE a varié de 12 % en 2013 à 17 % en 2007. Le taux d'échec à l'examen JC est passé de 24 % en 2004 à 32 % en 2009, lorsque les élèves de la FPE ont passé les examens JC (Bureau of Statistics, 2015).

Au-delà des coûts physiques et monétaires, il n'existe aucune restriction réglementaire concernant le choix de l'école au Lesotho, de sorte que les parents choisissent librement les écoles dans lesquelles ils préfèrent inscrire leurs enfants, en fonction de leur capacité à faire face aux coûts. Le choix de l'école est principalement déterminé par la disponibilité de l'école, les taux de réussite antérieurs de l'école, la richesse des parents et les goûts des parents en matière d'éducation. Les écoles secondaires très performantes attirent généralement des étudiants de tout le pays et ont des conditions d'admission plus strictes. Pour faire face à la forte demande, les écoles secondaires performantes font généralement passer des examens d'entrée et n'admettent pas les étudiants dont les examens de JC sont considérés comme médiocres (généralement une deuxième classe ou moins). Par conséquent, les écoles s'adressent en grande partie à des types d'étudiants différents en ce qui concerne les performances.

En 2013, le Lesotho comptait environ 13 établissements d'enseignement supérieur, dont 8 (soit 62 %) sont des établissements publics. L'Université nationale du Lesotho (NUL) est le principal établissement d'enseignement supérieur du Lesotho et est restée le seul établissement local à délivrer des diplômes de licence et de master jusqu'en 2007. L'université admet environ 44 % et 89 % des étudiants de premier et de deuxième cycle du Lesotho, respectivement (Conseil de l'enseignement supérieur, 2013).

Contexte politique

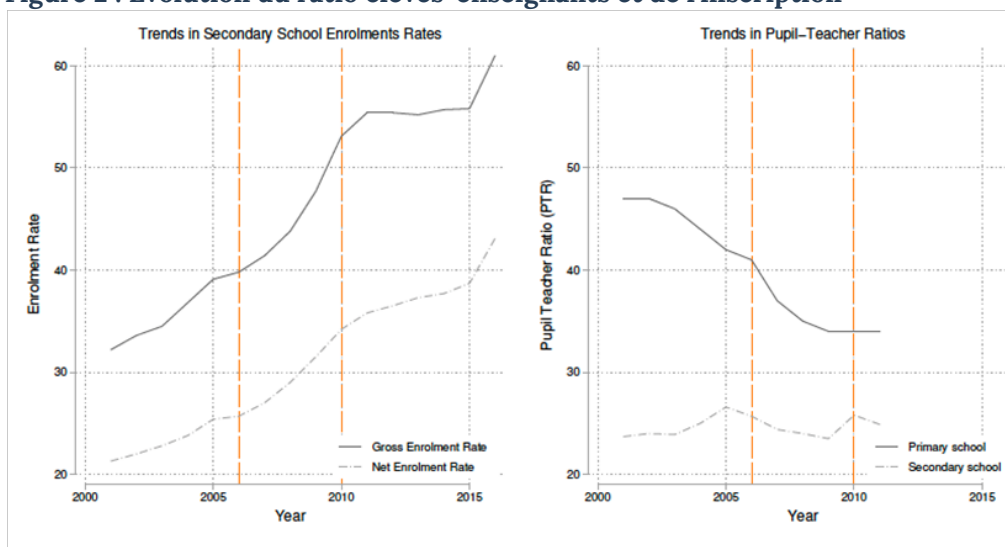
Le Lesotho a mis en place le programme FPE en 2000 pour atteindre l'objectif du Millénaire pour le développement (OMD) consistant à garantir que l'enseignement primaire soit gratuit et accessible à tous (UNESCO, 2000). Comme indiqué précédemment, la stratégie de mise en œuvre du Lesotho diffère de celle des autres pays africains. Tout d'abord, les frais de scolarité ont été supprimés progressivement, classe par classe, en commençant par la première classe en 2000 ; en 2003, les quatre premières classes étaient couvertes, et les sept classes de l'école primaire étaient couvertes par l'enseignement primaire gratuit en 2006. La principale raison de cette stratégie de mise en œuvre était d'atténuer l'impact financier de la FPE sur le budget public (Urwick, 2011)

La politique FPE est un mélange de plusieurs éléments de programme qui s'attaquent aux contraintes de la demande et de l'offre en matière de scolarisation. Du côté de la demande, la politique élimine les coûts de l'enseignement privé tels que les frais de scolarité, la papeterie et les manuels. Du côté de l'offre, le gouvernement recrute davantage d'enseignants et construit des salles de classe supplémentaires dans les écoles publiques existantes et nouvelles où il n'y en avait pas. Par exemple, entre 2002 et 2011, le nombre d'écoles primaires au Lesotho a augmenté d'environ 10 pour cent, et le ratio élèves-enseignant dans les écoles primaires est passé de 48 à 34 élèves par enseignant (MOET, 2011). Cette augmentation des infrastructures a également contribué à réduire la distance moyenne entre les écoles et les coûts de transport. En plus des infrastructures scolaires, le gouvernement fournit des subventions annuelles, du mobilier et du matériel pédagogique à toutes les écoles, y compris les écoles confessionnelles/privées (Jopo et al., 2011 ; Lekhetho, 2013).

La figure 2 montre l'évolution des effectifs de l'enseignement secondaire (demande d'éducation), dans le panneau de gauche, et du taux d'encadrement (offre d'éducation), dans le panneau de droite, depuis la mise en place du programme FPE. On constate que si le taux brut de scolarisation dans le secondaire a augmenté entre 2001 et 2011, la progression a été beaucoup plus rapide entre 2006 et 2010. La figure montre également que si le taux net de scolarisation a augmenté tout

au long de la période, le taux brut de scolarisation a atteint un plateau entre 2011 et 2015, avant d'entamer une tendance à la hausse. 2007 est l'année où la première cohorte d'enfants du FPE est entrée à l'école secondaire. Moshoeshoe et al. (2019) constatent que, dans les trois premières années de la mise en œuvre de la politique FPE, le taux de scolarisation des enfants en âge de fréquenter l'école primaire a augmenté d'environ 29 %. Par conséquent, l'augmentation des inscriptions entre 2007 et 2011 est en partie due à l'augmentation de la demande d'éducation des trois premières cohortes de la FPE. Cette première cohorte de la FPE, qui comptait potentiellement de nombreux enfants trop âgés, a achevé ses études secondaires en 2011. Ceci explique en partie le plafonnement du taux brut de scolarisation et l'augmentation continue du taux net de scolarisation entre 2011 et 2015.

Figure 2 : Évolution du ratio élèves-enseignants et de l'inscription



Source : Représentation propre à partir de données provenant de divers rapports statistiques sur l'éducation (MOET, 2010, 2011, 2016).

Selon le MOET (2011), le gouvernement a augmenté le nombre d'écoles secondaires et recruté davantage d'enseignants en prévision de l'augmentation de la demande. C'est ce que montre le panneau de droite de la figure 2. On peut y voir que le taux d'encadrement des écoles secondaires a augmenté jusqu'en 2005, après quoi il a commencé à diminuer pour atteindre environ un enseignant pour 24 élèves en 2009. Il ressort clairement de cette analyse que le programme FPE du Lesotho comportait de multiples composantes destinées aux écoles primaires, qui ont également eu un effet d'entraînement sur les ressources scolaires au niveau de l'école secondaire. Ce document examine les effets à long terme de cet ensemble de mesures, et non ses éléments.

Source des données

Ce document utilise les données des dossiers administratifs des étudiants de l'Université nationale du Lesotho pour les années 2010 à 2014. Il utilise les données des étudiants de première année et de deuxième année. En tant que plus grande et plus ancienne université du Lesotho délivrant des diplômes de premier cycle, la NUL admet la plus grande part de tous les étudiants qui obtiennent le score minimum pour entrer à l'université lors des examens de fin d'études secondaires. Elle admet donc la plus grande proportion d'étudiants qui sont passés par le système FPE. Étant donné que la première cohorte ayant suivi le programme FPE est entrée à l'université en 2012, les étudiants de deuxième année constituent un groupe de contrôle, tandis que les étudiants de première année constituent un groupe de traitement.

Les données contiennent des informations sur le sexe de chaque étudiant, sa date de naissance, l'année universitaire, la note obtenue à l'examen de fin d'études secondaires (ou Cambridge Overseas School Certificate [COSC]), le score du système de points d'admission (APS) de la NUL pour chaque étudiant, l'école secondaire fréquentée, la faculté, le département ou le programme d'études, la moyenne pondérée globale ou la performance moyenne de l'année, et le fait qu'un étudiant soit local ou international. La moyenne pondérée globale (MPG) est la principale variable de résultat. Elle est calculée comme la somme pondérée des notes finales des cours de base, des cours préalables et/ou des cours à option qui représentent un maximum de 36 heures de crédit, les pondérations étant les heures de crédit de chaque cours divisé par 36. En outre, nous construisons les informations sur le district de l'étudiant sur la base de l'emplacement de l'école secondaire fréquentée.

Conclusion

Cet article examine l'effet à long terme de la politique de gratuité de l'enseignement primaire sur les résultats scolaires et la manière dont ces résultats varient en fonction du sexe. Les résultats indiquent que l'effet de la FPE sur les résultats scolaires au niveau universitaire se situe entre 2 points de pourcentage (ce qui est statistiquement insignifiant) et 20 points de pourcentage (ce qui est statistiquement significatif à 1 %). En outre, nous ne constatons aucune hétérogénéité de l'effet de la FPE en fonction du sexe de l'étudiant, mais l'effet varie en fonction de la faculté ou du programme d'études.

Dans les pays où la politique de gratuité de l'enseignement primaire a été introduite simultanément pour toutes les classes, il a été constaté que la qualité de l'éducation diminuait, du moins à court terme (voir Lucas et Mbiti, 2012). Toutefois, dans les pays où aucun programme de gratuité n'a été mis en œuvre progressivement, comme le programme de réforme de l'enseignement gratuit et obligatoire de la Chine rurale,

on observe des effets positifs à long terme sur la qualité de l'éducation (Xiao et al., 2017). Les résultats de cet article sont cohérents avec ces dernières données provenant de la Chine. Ils suggèrent que, si la réforme est mise en œuvre progressivement ou classe par classe, comme au Lesotho, les résultats scolaires peuvent être améliorés. Ils suggèrent en outre que les autres pays d'Afrique subsaharienne qui n'ont pas encore mis en œuvre de programmes d'éducation gratuite peuvent augmenter leurs chances d'atteindre l'objectif de l'ODD d'une éducation inclusive et équitable de qualité pour tous s'ils reproduisent l'approche du Lesotho en matière de mise en œuvre de la FPE.

Ce document n'est pas sans limites. Comme nous l'avons souligné précédemment, le programme FPE au Lesotho est un véritable ensemble de programmes axés sur l'offre et la demande, tous orientés vers la réalisation d'une éducation de qualité pour tous. Par conséquent, bien que ces résultats soient intéressants, ils doivent être interprétés avec précaution : ils ne montrent pas les effets de la seule suppression des frais de scolarité. Comme nous l'avons vu dans la figure 2, peut-être en prévision de l'afflux dans le système d'enseignement secondaire, les ressources de l'enseignement secondaire ont augmenté à partir de 2005. Ces résultats sont donc en partie attribuables à l'augmentation des ressources au niveau de l'école secondaire.

Par ailleurs, je ne peux exclure complètement la possibilité que le groupe traité par la FPE ait travaillé plus qu'il ne l'aurait fait pour compenser la perception d'une qualité d'enseignement inférieure qu'il a reçue dans le cadre de la FPE. En d'autres termes, il aurait pu y avoir un effet Hawthorne. En outre, il est également possible que les enseignants du secondaire aient redoublé d'efforts lorsqu'ils enseignaient à la cohorte de la FPE pour les mêmes raisons que la perception de l'enseignement primaire. Bien qu'il s'agisse de menaces réelles pour la validité des résultats, rien n'indique qu'il y ait eu des réponses coordonnées de la part des élèves et/ou des enseignants qui auraient pu fausser les résultats de cette manière. D'autres recherches sont encore indispensables pour déterminer les voies par lesquelles la politique de la FPE a amélioré les résultats scolaires des élèves.

Références

- Al-Samarrai, S. and Zaman, H. (2007) Abolishing School Fees in Malawi: The Impact on Education Access and Equity, *Education Economics*, 15, 359–375.
- Ambrose, D. (2007) The History of Education in Lesotho: Six Brief Subsectoral Studies, Lesotho *Miscellaneous Documents*, No. 23.
- Angrist, J. D. and Lavy, V. (1999) Using Maimonides' rule to estimate the effect of class size on scholastic achievement, *The Quarterly Journal of Economics*, 114, 533–575.
- Baez, J. E. and Camacho, A. (2011) Assessing the Long-term Effects of Conditional Cash Transfers on Human Capital: Evidence from Colombia, *IDB Working Paper Series No. IDB-WP-432*.

- Becker, G. S. and Tomes, N. (1986) Human Capital and the Rise and Fall of Families, *Journal of labor economics*, pp. S1–S39.
- Behrman, J. R. (2010) Investment in education – inputs and incentives, in *Handbook of Development Economics* (Eds.) D. Rodrik and M. Rosenzweig, Elsevier, vol. 5, pp. 4883–4975.
- Behrman, J. R., Parker, S. W. and Todd, P. E. (2011) Do conditional cash transfers for schooling generate lasting benefits? a five-year followup of *progres/oportunidades*, *Journal of Human Resources*, 46, 93–122.
- Blimpo, M. P., Gajigo, O. and Pugatch, T. (2016) Financial constraints and girls' secondary education: Evidence from school fee elimination in The Gambia, *The World Bank Economic Review*, p. lhw051.
- Blundell, R. and Dias, M. C. (2009) Alternative Approaches to Evaluation in Empirical Microeconomics, *Journal of Human Resources*, 44, 565–640.
- Bureau of Statistics (2015) 2014 Education Statistics Report Force Survey, *Statistics Report, No. 28*.
- Chabé-Ferret, S. (2015) Analysis of the bias of matching and difference-in-difference under alternative earnings and selection processes, *Journal of Econometrics*, 185, 110–123.
- Chyi, H. and Zhou, B. (2014) The effects of tuition reforms on school enrollment in rural china, *Economics of Education Review*, 38, 104–123.
- Council on Higher Education (2013) Report on the state of Higher Education in Lesotho, Tech. rep., Council on Higher Education.
- Cunha, F. and Heckman, J. J. (2009) The economics and psychology of inequality and human development, *Journal of the European Economic Association*, 7, 320–364.
- Cunha, F., Heckman, J. J., Lochner, L. and Masterov, D. V. (2006) Interpreting the Evidence on Life Cycle Skill Formation, in *Handbook of the Economics of Education* (Eds.) E. Hanushek and F. Welch, Elsevier, vol. 1, pp. 697–812.
- Deininger, K. (2003) Does cost of schooling affect enrollment by the poor? Universal primary education in Uganda, *Economics of Education Review*, 22, 291–305.
- Fredriksson, P., Öckert, B. and Oosterbeek, H. (2013) Long-term effects of class size, *The Quarterly Journal of Economics*, 128, 249–285.
- Frölich, M. and Michaelowa, K. (2011) Peer effects and textbooks in African primary education, *Labour Economics*, 18, 474–486.
- Glewwe, P., Kremer, M. and Moulin, S. (2009) Many children left behind? Textbooks and test scores in Kenya, *American Economic Journal: Applied Economics*, 1, 112–135.
- Glewwe, P. W., Hanushek, E. A., Humpage, S. D. and Ravina, R. (2011) School resources and educational outcomes in developing countries: A review of the literature from 1990 to 2010, *NBER Working Paper*, No. 17554.
- Grogan, L. (2009) Universal primary education and school entry in Uganda, *Journal of African Economies*, 18, 183–211.
- Hoogeveen, J. and Rossi, M. (2013) Enrolment and Grade Attainment following the Introduction of Free Primary Education in Tanzania, *Journal of African Economies*, 22, 375–393.
- Jopo, H., Maema, M. and Ramokoena, M. (2011) Quality of primary school inputs in Lesotho, *SACMEQ Policy Brief*, No. 2.
- Kuecken, M. and Valfort, M.-A. (2013) When do textbooks matter for achievement? Evidence from African primary schools, *Economics Letters*, 119, 311–315.

- Leibowitz, A. (1974) Home investments in children, *The Journal of Political Economy*, 82, S111–S131.
- Lekhetho, M. (2013) The Impact of Free Primary Education on Access and Quality of Primary Education in Lesotho, *International Journal of Educational Science*, 5, 397–405.
- Liang, X., Tan, J.-P. and Mutumbuka, B., Dzingai (2005) Primary and Secondary Education in Lesotho - a Country Status Report for Education. africa education country status report. washington, dc: World bank., Tech. rep., World Bank; Africa Region Human Development Working Paper Series, No. 101.
- Lucas, A. M. and Mbiti, I. M. (2012) Access, Sorting, and Achievement: The Short- Run Effects of Free Primary Education in Kenya, *American Economic Journal: Applied Economics*, 4, 226–253.
- MOET (2010) Education Statistics Report), Tech. rep.
- MOET (2011) Presentation on Education Management Information System (EMIS): 1999-2011, Tech. rep.
- MOET (2016) 2016 Education Statistics Report), Tech. rep.
- Moshoeshoe, R. (2015) *Essays in economics of education: free primary education, birth order and human capital development in Lesotho*, Ph.D. thesis, University of Cape Town.
- Moshoeshoe, R. (2019) Changes in Educational Achievement after the Free Primary Education pro- gramme in Lesotho: A Relative Distribution Analysis, *Working Paper*.
- Moshoeshoe, R., Ardington, C. and Piraino, P. (2019) The Effect of the Free Primary Education Policy on School Enrolment and Relative Grade Attainment in Lesotho, *Journal of African Economies*, 28, 511–532.
- Nishimura, M., Yamano, T. and Sasaoka, Y. (2008) Impacts of the universal primary education policy on educational attainment and private costs in rural Uganda, *International Journal of Educational Development*, 28, 161–175.
- Todd, P. E. and Wolpin, K. I. (2003) On the specification and estimation of the production function for cognitive achievement, *The Economic Journal*, 113, F3–F33.
- UNDP (2016) Sustainable Development Goals Booklet, Tech. rep., UNDP.
- UNESCO (2000) The Dakar Framework for Action: Education for All, Meeting our Collective Commit- ments, Tech. rep., UNESCO.
- Urwick, J. (2011) "Free Primary Education in Lesotho" and the disadvantages of the highlands, *International Journal of Educational Development*, 31, 234–243.
- World Bank (2016) World Development Indicators: Featuring the Sustainable Development Goals, Tech. rep., World Bank.
- World Bank (2018) World Development Report: Learning to Realize Education's Promise, Tech. rep., World Bank.
- Xiao, Y., Li, L. and Zhao, L. (2017) Education on the Cheap: The Long-run Effects of a Free Compulsory Education Reform in Rural China, *Journal of Comparative Economics*, 45, 544–562.



Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

Intégrer la rigueur et les données probantes dans l'élaboration des politiques économiques en Afrique

- Améliorer la qualité.
- Assurer la durabilité.
- Accroître l'influence.

www.aercafrica.org/fr

Pour en savoir plus :



www.facebook.com/aercafrica



www.instagram.com/aercafrica_official/



twitter.com/aercafrica



www.linkedin.com/school/aercafrica/

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique
African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique
Middle East Bank Towers,

3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

communications@ercafrica.org